

**Union européenne - États généraux
de l'Europe - Intervention de M.
Harlem Désir, secrétaire d'État
chargé des affaires européennes**
(Lille, 18 mars 2017)

Monsieur le Président du Mouvement Européen-France, Cher Yves Bertoncini,

Monsieur le président fondateur d'EuropaNova, Cher Guillaume Klossa,

Monsieur le Vice-Président du Conseil régional des Hauts de France, Cher François Decoster,

Madame la Maire adjointe de Lille, Chère Marie-Pierre Bresson,

Monsieur le Président du mouvement des jeunes européens, Cher Jérôme Quéré,

Madame la Chef de la représentation de la Commission européenne en France,

Chère Isabelle Jégouzo,

Cher Olivier Beddeleem,

Mesdames et Messieurs,

Cher Captain Europe, puisque j'ai compris que vous étiez particulièrement important,

C'est un plaisir pour moi d'ouvrir cette conférence plénière à l'occasion de ces sixième États généraux de l'Europe à Lille, une ville passionnément européenne. D'y revenir, puisque comme l'a rappelé Guillaume Klossa, j'ai eu le plaisir de pouvoir participer à ceux qui s'étaient tenus ici, il y a dix ans. Et je veux d'abord remercier le Mouvement Européen - France et EuropaNova et particulièrement leurs présidents Yves Bertoncini et Guillaume Klossa de m'avoir invité à participer à ce grand débat citoyen sur les enjeux européens.

Je veux remercier plus largement les think tanks, les mouvements de la société civile qui, par leur mobilisation, contribuent non seulement aujourd'hui à célébrer le 60e anniversaire du Traité de Rome mais qui s'engagent, localement, dans le débat.

Parce que construire l'Europe, ce n'est pas seulement négocier entre États membres à Bruxelles comme nous le faisons, nous les gouvernements. C'est faire vivre la volonté d'appartenance à cette construction commune par une multitude d'initiatives citoyennes. L'exemple qui vient d'être donné par les jeunes, débattant d'une Constitution est une très belle illustration de cette contribution que les citoyens peuvent apporter.

Vous le faites avec enthousiasme, pédagogie et conviction. Vous aidez à faire comprendre l'Europe et surtout à ce que chacun puisse s'approprier le projet européen, participer au débat sur son avenir et penser notre futur européen.

Nous nous retrouvons dans un moment particulier pour l'Europe, confrontée à de multiples crises, dans un monde qui change complètement. Et le 60e anniversaire ne peut pas être simplement un moment de célébration. Dans le contexte international marqué par les incertitudes et les risques, face à la montée des populismes dans les pays de l'Union, qui menacent l'existence même de l'Europe, ce 60e anniversaire et le Sommet qui va réunir les chefs d'État et de gouvernement, le 25 mars, à Rome doit être un moment de clarification et d'affirmation pour l'Europe.

Affirmation de ses valeurs parce que l'Europe cela n'est pas, et cela n'a jamais été uniquement un marché ou un espace économique, ce sont d'abord des valeurs, c'est une volonté de vivre ensemble autour de ces valeurs et Rome doit être un moment de clarification sur l'adhésion maintenue à ses valeurs et sur les objectifs de l'Union européenne.

Je ne dis pas cela, parce qu'il n'y aurait rien à célébrer ou que ce qu'il y aurait à célébrer soit négligeable au regard de l'histoire comme de la situation du monde. Au contraire.

Et à ceux qui dressent sans cesse le procès de l'Europe, qui proposent d'en finir, d'en sortir, de la détruire, qui trouvent son bilan nul et non avénu, il faut peut-être suggérer de comparer les 60 années qui se sont déroulées après 1957, avec les 60 années qui avaient précédé 1957.

Oui la paix, la sécurité sur le continent, la démocratie, le respect de la dignité humaine et des droits de l'Homme partout sur le continent, ça n'est pas rien.

Et ce n'est pas pour rien que chaque fois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, que des peuples se sont libérés de la dictature, l'Espagne après Franco, le Portugal après Salazar, la Grèce après le régime des colonels, les pays de l'Est après la chute du rideau de fer et du régime soviétique, chaque fois ils ont choisi de rejoindre les Communautés européennes puis l'Union européenne.

Avoir bâti un ensemble fondé sur le respect de chaque pays, petit ou grand, sur la solidarité entre les nations, sur le droit, sur des institutions communes, sur la coopération, y compris quand il y a des désaccords ou des intérêts différents la recherche par la négociation, de solutions communes plutôt que par le rapport de force ou la confrontation, c'est un acquis de

civilisation. Pour l'Europe et pour le monde, car nous sommes une référence.

On connaît cette histoire, commencée modestement en mettant en commun la production du charbon et de l'acier avec la CECA en 1951. Avancer par petits pas, par des réalisations concrètes qui créent des solidarités de fait, c'était les formules et l'inspiration de Robert Schuman et de Jean Monnet dans la déclaration du 9 mai 1950.

C'était le génie de ces visionnaires, pragmatiques, modestes mais en réalité très audacieux. Être réaliste et c'est peut-être une leçon qui vaut encore aujourd'hui, être pragmatique, chercher à unir, à rassembler, à dépasser les clivages, n'empêche pas forcément de servir un idéal, de poursuivre de grands projets et de les réaliser.

C'est leur inspiration à ces fondateurs qui mena au Traité de Rome en 1957.

Ce fut le marché commun, les politiques communes dans de nombreux domaines : l'agriculture, le commerce, tant d'autres, puis, plus tard avec Jacques Delors, l'Acte unique, la monnaie commune, Schengen, Erasmus qui vient de célébrer ses 30 ans.

Ils ont contribué à la plus belle réalisation politique de l'Humanité au cours du XXe siècle après deux guerres qui étaient parties du continent européen et s'étaient étendues au monde entier.

Ce projet européen, nous sommes convaincus qu'il reste aujourd'hui plus actuel et plus nécessaire que jamais.

Parce qu'aucun des grands défis auxquels nous devons faire face aujourd'hui ne seraient traités de façon plus efficace avec des solutions purement nationales : la lutte contre le terrorisme, notre sécurité dans un environnement marqué par la guerre, la défense de nos entreprises, de nos intérêts commerciaux dans la mondialisation, la lutte contre le changement climatique.

Donc, même si l'Europe avait été fondée pour d'autres raisons, pour pacifier les relations entre les nations sur le continent, elle est aujourd'hui plus nécessaire encore pour que nous puissions préserver ce que nous avons construit : notre modèle de société, la paix, la démocratie mais aussi pour que nous puissions peser dans ce monde dangereux.

Et il faut dénoncer les illusions, les mensonges, l'esbroufe des populistes.

Leur programme est un programme d'isolement et d'appauvrissement pour chacune de nos nations. Et il le serait pour la France.

La sortie de l'euro serait une perte de pouvoir d'achat pour les Français, un boulet pour les entreprises, une ruine pour l'État.

La sortie de l'Union européenne serait une perte d'influence pour la France et l'effondrement de l'union européenne.

C'est pourquoi les populistes doivent être combattus et ils peuvent être battus. C'est ce que viennent de montrer les Pays-Bas et l'Autriche et ce sera notre devoir ici aussi que de le faire.

Mais défendre l'Europe c'est aussi chercher à l'améliorer, c'est entendre l'insatisfaction, les mécontentements, c'est reconnaître les insuffisances de l'Europe pour mieux y répondre.

Le Brexit a révélé, même si il y a eu beaucoup de mensonges, de démagogie de la part de ceux qui prônaient cette sortie, des fractures sociales, géographiques, générationnelles - des peurs aussi sur l'immigration et la mondialisation - que l'on peut retrouver partout, dans tous les États membres de l'Union européenne.

L'Europe, c'est vrai, n'est pas vécue comme une protection par nombre de nos concitoyens.

Ils ont eu le sentiment qu'elle était tatillonne et intrusive pour beaucoup de sujets qui pourraient être réglés au niveau national, et insuffisamment investie ou efficace pour de grandes questions où elle serait indispensable.

Elle a parfois mal ou trop tardivement répondu à une série de crises internes ou externes.

La crise financière de 2008, la crise grecque, la crise des réfugiés ont été autant d'épreuves. Elle a été confrontée à des problèmes nouveaux pour lesquels elle était mal, ou pas, préparée comme le terrorisme, les crises de la sécurité, les problèmes de défense. Parce qu'elle s'était construite, sur d'autres dimensions et particulièrement sur la dimension économique.

Elle a parfois, y compris dans le domaine économique, fait de mauvais choix comme celui de l'austérité qui a aggravé la situation dans les pays d'Europe du Sud.

C'est pourquoi il fallait la réorienter, donner la priorité à la croissance, à l'investissement, à l'emploi, introduire de la flexibilité dans le Pacte de stabilité, lancer le Plan Juncker pour soutenir les investissements.

Mais, ces crises ont peut-être plus profondément encore souligné que l'Europe était une construction inachevée, incomplète.

Soit parce que dans des domaines où elle avait été bâtie elle ne l'avait été qu'à moitié, et c'est le revers des petits pas, soit qu'il manquait des étages entiers à la maison, qui s'avèrent pourtant indispensables maintenant, comme celui de la défense européenne.

Nous avons bâti une union monétaire sans véritable union économique, et Jacques Delors nous avait avertis que nous aurions du mal à faire fonctionner cette zone euro s'il n'y avait pas une plus grande coordination de nos politiques économiques.

Nous avons bâti un marché intérieur, qui est un très grand succès mais sans harmonisation fiscale et sociale, et nous avons des problèmes de dumping, fiscaux et sociaux.

Nous avons bâti un espace de libre circulation, Schengen, dont les citoyens se sont saisis mais sans mettre en place le nécessaire contrôle aux frontières extérieures communes, même si cela était prévu dans les textes, mais c'est maintenant seulement que nous avons installé les gardes-frontières et que nous avons révisé les règles de Schengen.

Nous avons un début de politique étrangère commune, une politique de voisinage, mais nous n'avons pas de défense européenne.

Nous avons bâti en somme une maison dans laquelle il manque encore un toit, des fenêtres et quand il pleut, quand viennent les tempêtes, nous en mesurons les risques, et les dégâts pour la survie même de la maison. Certains disent qu'ils voudraient retourner dans les petites maisons d'avant. Nous pensons qu'il faut compléter la maison, bâtir le toit, renforcer cet édifice parce qu'il nous est plus indispensable.

Compléter l'Europe. Et donc faire preuve d'imagination, et de détermination. Concentrer nos actions sur quelques actions prioritaires plutôt que de disperser les interventions de l'Europe là où ce n'est pas indispensable. C'est ce qu'a souhaité le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. C'est ce qu'a souhaité le président de la République, François Hollande.

Et je voudrais mentionner quatre grandes priorités parmi celles qui pourraient alimenter la réflexion et qui en tout cas conduisent notre action. Avec un fil conducteur, c'est que dans un monde incertain, l'Europe soit une protection.

La première protection, c'est d'abord celle de notre sécurité, de la lutte contre le terrorisme, du contrôle de nos frontières extérieures. Et dans ce domaine, au cours des dernières années, l'Europe, souvent sous l'impulsion de la France et de l'Allemagne a pris beaucoup de décisions importantes : la révision du code Schengen, pour mieux contrôler les entrées et les sorties aux frontières extérieures communes, l'adoption du PNR européen, la directive de lutte contre le terrorisme, le corps européen de garde-frontières et garde-côtes, la directive sur les armes à feu. Je veux noter au passage qu'un parti qui se prétend très soucieux de la sécurité de nos compatriotes a voté contre toutes ces mesures au plan européen, comme d'ailleurs il a voté contre toutes les lois anti-terroristes et sur le renseignement à l'Assemblée nationale. Nous, nous voulons continuer, au contraire, à renforcer la coordination entre les États membres dans ce domaine. Parce que nous sommes convaincus que c'est ensemble que nous sommes plus forts dans cette lutte contre le terrorisme et pour la sécurité. Il faut donc achever l'adoption d'un certain nombre de législation : le système ETIAS, qui est l'équivalent européen de l'ESTA américain, renforcer la coopération policière sur les fichiers européens, et c'est à cela qu'il faut

s'atteler pour faire la démonstration qu'évidemment, on doit répondre à ces questions de sécurité mais qu'on le fera plus efficacement ensemble, avec nos partenaires européens.

La deuxième protection c'est la dimension externe de cette sécurité, c'est-à-dire l'Europe de la Défense que nous avons relancée avec nos principaux partenaires. Parce que l'Europe, pour une part, avait pris l'habitude, par le passé de vivre sous la protection d'autres. Ce n'est pas le cas de la France qui a sa propre politique de défense, mais c'est vrai que pour certains pays, c'était le parapluie américain, c'était l'idée que l'OTAN était en charge de notre sécurité. Mais nous voyons bien aujourd'hui que personne d'autre ne s'occupera de la sécurité de l'Europe à sa place. Non pas que l'OTAN va disparaître et qu'elle ne restera pas le cadre essentiel de notre sécurité collective mais quand il y a des menaces, qui sont à nos frontières, en Libye, au Mali, même au Proche-Orient et c'est aux Européens de s'en occuper. Avec d'autres parfois, mais c'est sur l'Europe que sont les principales conséquences de ces crises.

Et si nous ne voulons pas voir l'instabilité, l'insécurité qui nous entourent s'importer à l'intérieur de l'Europe, il nous faut projeter de la stabilité, et l'Europe doit donc être capable de se doter de capacités, à avoir une plus grande autonomie stratégique. À mettre en place que ce l'on appelle aujourd'hui à Bruxelles la capacité permanente de planification et de conduite des opérations militaires, c'est-à-dire, en fait, un état-major européen pour coordonner ses actions de projection, à soutenir ses propres industries pour ne pas être dépendante de celles des autres, à avoir un fonds européen de défense. C'est à cela que nous sommes en train de nous atteler. Et si l'Europe veut avoir une politique étrangère, comme le proposent les jeunes européens, si elle veut porter sa vision du monde de demain, celui de la paix, de la résolution des conflits, du multilatéralisme, du respect des règles des Nations unies, de la solidarité entre le Nord et le Sud, elle doit être capable de porter toutes les dimensions de cette action extérieure. Et elle doit être capable d'appuyer aussi un certain nombre de partenaires, en particulier en Afrique, à mieux assurer leur propre sécurité. Donc il y a là un champ d'action nouveau tout à fait décisif pour construire une Europe politique, une Europe puissance qui ne s'en remette pas aux décisions d'autres, des grands, des géants de ce monde, des pays continents qui sans cela, et on le voit déjà, s'arrangeront par-dessus sa tête et apporteront leurs propres réponses à un certain nombre de crises qui auront surtout finalement des conséquences pour nous.

Nous l'avons vu avec ce qui s'est passé en Syrie : quand, dans des régions qui pouvaient paraître lointaines, la guerre se développe, c'est chez nous que le terrorisme, que les réfugiés viennent. Donc c'est à l'Europe de prendre en charge, beaucoup plus qu'elle ne l'a fait, et ensemble car chacun de nos États membres seul n'en aurait pas les mêmes capacités, une force de projection, de soutien à la paix et à la sécurité dans le monde.

La troisième protection, c'est celle de notre économie, c'est le soutien à nos secteurs d'avenir, à notre industrie et c'est finalement l'un des sens du plan Juncker, dont nous avons obtenu d'abord qu'il soutienne 315 milliards d'euros d'investissement, puis maintenant qu'on l'étende à 500 milliards d'euros d'investissement. C'est au Parlement européen, maintenant de le confirmer, pour pouvoir investir dans ce qui déterminera l'avenir de notre économie, de nos emplois : la transition énergétique, les transports, l'éco-mobilité, le numérique, l'innovation.

Là encore, protéger c'est se projeter dans l'avenir, dans le monde.

C'est pourquoi, la protection économique c'est aussi savoir jouer de notre politique commerciale. L'Europe a la capacité de négocier des accords de commerce avec ses grands partenaires dans le monde. Elle doit le faire avec ses principes, avec ses règles, c'est le débat qui a eu lieu à propos du TTIP et du CETA, c'est pourquoi nous n'avons pas soutenu le projet de TTIP qui était très déséquilibré mais nous avons accepté celui avec le Canada, parce que nous devons introduire des normes sociales, environnementales, la défense de nos services publics dans ces accords de commerce qui doivent nous permettre d'échanger avec le monde mais aussi de façonner les règles de la mondialisation.

Et puis, la quatrième protection que je voudrais évoquer, c'est celle du modèle social européen.

Ce modèle social, il est unique au monde. L'Europe, c'est cette région où il y a oui la coopération économique par un grand marché, mais aussi, partout, le droit à la santé pour tous, le droit à l'éducation, des services publics de haut niveau. Nous, nous sommes attachés à ce modèle social. Et l'Union européenne ne doit pas être perçue comme une menace pour les acquis sociaux qui ont été construits dans chacun des pays, à l'échelle des États nations mais qui doivent être aussi protégés à l'échelle de l'Union européenne. C'est pourquoi nous souhaitons que cette dimension sociale de l'Union européenne soit très fortement affirmée dans la déclaration de Rome qui sera adoptée le 25 mars par les 27 chefs d'État et de gouvernement.

Nous soutenons le projet de socle européen des droits sociaux qui a été lancé par la Commission européenne et qui doit permettre de garantir la portabilité des droits, des droits à la formation tout au long de la vie pour tous les citoyens, dans tous les pays de l'Union européenne, un Erasmus étendu aux apprentis, davantage qu'il ne l'est aujourd'hui, l'existence d'un salaire minimum dans tous les États membres, la révision de la directive sur les travailleurs détachés, non pas pour remettre en cause la liberté de circulation ou introduire des clauses tout à fait hypocrites vis-à-vis des travailleurs d'autres pays mais pour combattre le dumping social et garantir que ce sont bien les règles sociales du pays d'accueil qui sont partout et chaque fois respectées.

Voilà parmi les grandes priorités les quatre qui me semblent les plus importantes. Qui sont de nature à donner de la force, de la cohésion, de la capacité de projection dans l'avenir à l'Union européenne.

Alors pour faire tout cela, nous pouvons discuter de la façon dont nous devons faire évoluer nos institutions. Mais je crois que nous pouvons aussi commencer à le faire dès maintenant et que nos institutions, nos traités, ne nous interdisent pas, si un groupe d'États membres souhaitent avancer plus vite dans certains domaines de le faire avec ce que l'on appelle les coopérations renforcées. Et que nous devons faire la démonstration que face à tous ces grands défis, auxquels nos pays sont confrontés, ensemble, avec nos principaux partenaires, nous sommes capables d'aller de l'avant.

Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

Les citoyens doivent se saisir de ces enjeux. Il doit y avoir un grand débat dans toute l'Europe

autour de ce que nous voulons faire de ce projet commun. Oui, pour reprendre le titre de ces États généraux, soyons fiers d'être Français, fiers d'être Européens. Défendez ce projet européen, ne le laissez jamais détruire, affaiblir.

Critiquez le, si cela est nécessaire, discutez le, bousculez le, exigez qu'il se corrige, qu'il ne se sclérose pas en bureaucratie, qu'il soit toujours plus inventif, plus inclusif, plus démocratique qu'il soit plus juste, plus social, plus écologique, plus audacieux, surtout.

Mais défendez-le comme un acquis de civilisation, comme une réussite pour notre continent, comme une nécessité pour le monde, comme un bien commun de l'Humanité.

Je vous remercie./.